



CONVENTION

Relative à l'hébergement dans le cadre du renfort de réservistes 2025

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, dont le siège est sis 59 ter Chemin de Verdale à Saint-Jean (31420), Etablissement Public Administratif de l'Etat, et son Centre d'hébergement du CFA de l'Aude, situé 22 avenue des Genêts à Lézignan-Corbières - 11200, Représenté par son Président Joseph CALVI, dûment habilité à l'effet des présentes, ci-après dénommé « **le prestataire** »

d'une part,

et

La Commune de Lézignan-Corbières, dont le siège social est situé au 42 Cours de la République à Lézignan-Corbières - 11200, représentée par le maire, Gérard FORCADA, dûment habilité à l'effet des présentes, ci-après dénommée « **la collectivité** »,

d'autre part,

et

Le général de division Thibaut LAGRANGE, commandant la Région de gendarmerie Occitanie, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne, 202 avenue Jean Rieux – 31 055 TOULOUSE CEDEX 4, pour le compte du Groupement de Gendarmerie Départementale de l'Aude, ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

PREAMBULE :

Afin d'assurer les différentes missions d'ordre public dédiées à la gendarmerie, plusieurs gendarmes sont déployés sur le ressort de la compagnie de gendarmerie départementale de Lézignan-Corbières au cours de l'année. Ils sont contraints d'être hébergés sur le site.

Afin de contribuer à la mission d'ordre public exercée par la gendarmerie, la commune nommée ci-dessus a souhaité contribuer à leur mission en organisant toutes les conditions nécessaires à cette mission et notamment en mettant à leur disposition, les hébergements nécessaires.

Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités de collaboration entre le centre d'hébergement du CFA de l'Aude, la commune de Lézignan-Corbières et la Gendarmerie de Lézignan-Corbières afin d'accueillir les personnels de la gendarmerie lors du renfort annuel 2025.

ARTICLE II : DESIGNATION DE LA PRESTATION

La collectivité s'engage à assurer le coût financier de l'hébergement du personnel de la gendarmerie nationale, au sein du centre d'hébergement du CFA de l'Aude.

Cette mise à disposition est composée de chambres collectives (2 militaires maximum) avec une salle de douche et un WC indépendant.

Une kitchenette et une salle polyvalente sont également mis à leur disposition.

L'entretien des chambres est assuré par les gendarmes. Le Centre d'hébergement du CFA de l'Aude fournit les produits d'entretien.

ARTICLE III : DESTINATION

Les chambres mises à disposition sont destinées à l'hébergement des gendarmes dans le cadre de l'exercice de leur fonction de maintien de l'ordre public.

Les utilisateurs logent obligatoirement dans l'établissement mais, lorsque le service l'exige, ils peuvent en être dispensés sans qu'il puisse être demandé une indemnité compensatrice.

ARTICLE IV : USAGE DES LOCAUX – ETAT DES LIEUX - SECURITE

La jouissance des locaux mis à disposition, implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge du bénéficiaire, ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de son activité.

Préalablement à l'utilisation des locaux, le Bénéficiaire reconnaît avoir procédé avec le représentant de la collectivité ou du représentant du Centre d'hébergement du CFA de l'Aude à une visite des hébergements et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées.

Un état des lieux écrit sera effectué lors de la prise en compte et lors de la réintégration des locaux, entre le représentant du signataire Bénéficiaire de la convention et un représentant du centre d'hébergement du CFA de l'Aude.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre les lieux avec les meubles, objets et équipements garnissant les logements dans l'état où ils se trouvent lors de la remise des clés ou des badges d'accès. Un inventaire sera remis au bénéficiaire qui devra vérifier sa sincérité et le signer.

En cas de dégradations et/ou d'absence des équipements, constatée lors de la restitution des locaux, les indemnités dues pour la remise en état seront réputées être à la charge du Bénéficiaire. Leur évaluation fera l'objet d'une facturation détaillée qui sera émise à part, ayant pour pièce jointe l'état des lieux contradictoire et l'inventaire dûment signés par les parties contractantes.

Le Bénéficiaire reconnaît avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinctions (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, le Bénéficiaire s'engage :

- à respecter les règles de sécurité ;
- à respecter l'objet de la convention à la seule fin d'hébergement des personnels de la gendarmerie ;
- à signaler immédiatement toute anomalie ou dysfonctionnement au Prestataire.

La signature de la présente convention emporte adhésion au règlement intérieur du Centre d'hébergement du CFA de l'Aude dont un exemplaire est annexé à la présente.

ARTICLE V : DURÉE - RÉVISION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} Mai 2025 pour se terminer le 31 décembre 2025 inclus.

La présente convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties
Toute révision ou modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les Parties.

ARTICLE VI : RENOUVELLEMENT

La convention pourra être renouvelée chaque année, par accord des parties, en fonction des budgets alloués par la Collectivité.

Elle fera état du budget, de la durée de la convention ainsi que du nombre de nuitées.

ARTICLE VII : RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée sans qu'aucune indemnité ne soit due :

- 1- Par le Prestataire, en cas de non-respect ou d'inexécution par le bénéficiaire de l'une de ses obligations et 15 jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, et sous réserve de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante.
- 2- Par la Collectivité à tout moment, pour un cas de force majeure, ou pour motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public ou à l'ordre public, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire et au prestataire ;
- 3- Par le Bénéficiaire pour un cas de force majeure, dûment constaté et signifié à la collectivité et au prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'utilisation des locaux.

La présente convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre l'exécution de la présente convention.

ARTICLE VIII : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le Prestataire consent la mise à disposition des locaux à la Collectivité moyennant le paiement d'une redevance de 15 euros par nuit et par personne dans la limite de 170 nuitées, représentant un montant total de 2 550 euros.

En cas de renouvellement, le coût sera revu annuellement d'un commun accord.

La Collectivité met à disposition du bénéficiaire les locaux à titre gracieux.

Le Prestataire prend à sa charge les frais de fonctionnement : eau, électricité, gaz et fuel.

ARTICLE IX : ASSURANCE - RESPONSABILITÉ

Les locaux sont assurés par le prestataire en qualité de propriétaire.

L'État étant son propre assureur, le propriétaire le dispense de contracter une police d'assurance pour garantir les risques qui lui incombent du fait de la convention.

Le propriétaire ne peut être tenu pour responsable en aucun cas, ni des vols, ni des dommages causés par quelque cause que ce soit, aux biens appartenant au contractant et situés dans les locaux occupés.

ARTICLE X : DOMICILIATION - LITIGES

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous leurs actes, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus.

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Lézignan-Corbières, le,

Pour la CMA de Région Occitanie

M. Joseph CALVI, Président

*Signature précédée de la mention manuscrite
« lu et approuvé »*

Pour la gendarmerie nationale

Nom, cachet et signature

*Signature précédée de la mention manuscrite
« lu et approuvé »*

Pour la commune de Lézignan-Corbières

Nom, cachet et signature

*Signature précédée de la mention manuscrite
« lu et approuvé »*